

Bulletin d'information

21 avril – 28 avril 2008

Points saillants

- Restitution du rapport du Comité Préparatoire du Dialogue Politique Inclusif
- L'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie reprend les attaques dans le nord-ouest.

Contexte et sécurité

Comité Préparatoire du Dialogue Politique Inclusif

Le 25 avril, la cérémonie officielle de la remise du rapport des travaux du Comité Préparatoire du Dialogue Politique Inclusif (CPDPI) au Président de la République, François Bozizé a eu lieu à l'Hémicycle de l'Assemblée Nationale de Bangui. Ceci, en présence des corps constitués, des représentants du corps diplomatique et des organisations internationales.

Au cours de son allocution, le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, François Lonseny Fall a félicité le Chef de l'Etat pour l'intérêt particulier qu'il n'a cessé de porter aux différentes étapes des travaux du Comité. Aux membres du Comité Préparatoire et à sa présidence confiée au Centre pour le Dialogue Humanitaire (CDH), M. Fall a exprimé sa satisfaction pour leur engagement et leur dévouement qui ont permis d'obtenir les résultats consensuels contenus dans le rapport final du Comité. Il a également remercié l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), l'Union Africaine (UA), le Comité des Partenaires Extérieurs pour le Suivi de la Politique et le Développement (COPEPOD) pour leurs conseils avisés et leurs concours financier. *«L'Organisation des Nations Unies est déterminée à poursuivre ses efforts pour la bonne réalisation de cette étape importante de la vie de la nation centrafricaine qui favorisera, nous le souhaitons vivement, l'émergence d'une paix durable, cadre idéal souhaité pour un développement harmonieux et durable en Centrafrique »*, a conclu François Fall.

Les recommandations qui figurent dans le rapport :

- La signature d'un accord de paix entre le Gouvernement et l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD) ;
- La signature d'un accord de paix global ;

- L'adoption de mesures judiciaires et législatives appropriées, ainsi que l'organisation des élections municipales avant 2010 ;
- L'interdiction de l'utilisation des moyens de l'Etat afin de garantir l'égalité des chances pour tous les candidats à l'élection ;
- La mise à jour du code électoral de 2004 en vue de l'adapter à la constitution du 27 décembre 2004 et l'adaptation du découpage électoral à l'évolution démographique ;
- L'adoption par l'Assemblée nationale au début de l'année 2009, d'un nouveau code de procédure pénale et d'un nouveau code de justice militaire et l'installation de la haute cour de justice avant la fin de l'année 2008.

Concernant les modalités de la tenue du dialogue politique inclusif et son déroulement, le CPDPI a proposé 150 participants répartis entre la majorité présidentielle, l'opposition démocratique, les autres partis, la société civile, les pouvoirs publics, les mouvements politico-militaires, les personnalités et les confessions religieuses.

Enfin, le CPDPI recommande que les assises se tiennent dans les 45 jours qui suivent la remise du rapport et qu'elle se déroule sur une durée 17 jours à Bangui.

Pour plus d'informations contactez: tourea@un.org

L'APRD reprend les attaques dans le nord-ouest

Un communiqué de presse du Ministère de la Défense Nationale centrafricain paru le 28 avril fait état des attaques successives perpétrées tout au long du mois en cours par l'APRD.

Selon le Ministère de la Défense, le 3 avril à Mann (nord-ouest), des affrontements ont eu lieu entre les Forces Armées Centrafricaine (FACA) et l'APRD faisant trois morts dans le camp de ce dernier. Le 6 avril, trois autres éléments de l'APRD sont décédés après avoir assailli dans cette même localité les FACA qui ont riposté. Enfin, le 24 avril à l'issue d'une attaque lancée par l'APRD très tôt dans la matinée contre la base de Ndim, les FACA auraient mis en déroute le groupe armé de l'opposition qui a pris la fuite vers la localité de Kowone (dans la préfecture de l'Ouham-Pende).

Le Ministère fait également état de l'appel que réitère le Gouvernement en direction de ce mouvement et lui rappelle qu'il a désigné un représentant aux travaux préparatoires du dialogue politique inclusif. Le Gouvernement a également invité l'APRD à abandonner la voie des armes et à s'engager sur la

voie d'un règlement pacifique par le dialogue et la concertation.

Actualités

La justice accessible dans les zones reculées

Le *Programme des Nations Unies pour le Développement* (PNUD) par le biais de son Programme d'Appui à la Sécurité Juridique pour le Développement au Système Judiciaire et aux Droits Humains (PRASEJ) est en train de mettre en place de nouvelles activités à Sibut, Kaga Bandoro, Bozoum et Bossangoa afin d'améliorer les conditions de détention des femmes ainsi que l'accès au conseil juridique. Les femmes détenues dans ces zones seront transférées dans des lieux de détention régies et gardées par des femmes afin de les protéger contre des abus. Quatre bureaux de conseil juridique avec un avocat et un assistant juridique seront implantés et fourniront à la population conseil, orientation, information et représentation.

A la fin du mois de janvier, les magistrats des tribunaux de grande instance de ces régions avaient reçu un véhicule tout terrain, les greffiers, une moto ainsi qu'une dotation en carburant. Depuis, les audiences foraines ont repris, à la grande satisfaction de la population des zones les plus reculées des juridictions de ces magistrats. Les tribunaux de Kaga-Bandoro et Bossangoa sont en train d'être construits et ceux de Sibut et Bozoum réhabilités.

La prise en charge du paludisme en RCA

Quelques jours avant la Journée Africaine de Lutte contre le Paludisme (25 avril), le Ministère de la Santé, le *Fonds de Nations Unies pour l'Enfance* (UNICEF), l'Institut Pasteur et le *Fonds Mondial* se sont réunis du 17 au 22 avril 2008 à Boali (95 km de capitale) afin de mettre en place des structures de la Prise en Charge du Paludisme à Domicile (PECADOM).

L'objectif recherché par la nouvelle stratégie est de rendre accessible les médicaments antipaludiques aux familles, afin de prendre en charge de manière efficace tout cas de fièvre dans les 24 heures, et éviter ainsi l'évolution vers des complications.

Les travaux ont été sanctionnés par l'adoption de quatre documents fondamentaux de cette nouvelle stratégie :

- le Plan de renforcement de la prise en charge du paludisme à domicile ;
- les Directives de prise en charge du paludisme à domicile ;

- le manuel de formation des Distributeurs communautaires ;
- la feuille de route de la PECADOM.

Le paludisme demeure toujours la première cause de morbidité et de mortalité en RCA. Il affecte toutes les couches de la population en particulier les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes qui constituent la couche la plus vulnérable de la société. La prise en charge du paludisme a été depuis toujours l'apanage des formations sanitaires. La proportion des personnes qui fréquentent ces formations est inférieure à 45 % et la grande partie de la population n'est pas couverte par cette approche de prise en charge.

Cet atelier a été financé par la composante paludisme de la cellule de gestion des programmes du Fonds Mondial.

Coordination

La campagne agricole 2008

Les opérations de pré positionnement des semences menées entre novembre 2007 et mars 2008, grâce aux financements du Gouvernement Français et aux reliquats des divers projets 2007 a permis de stocker 701,9 tonnes de semences (180 T de sorgho, 291 T de maïs, 162,9 T d'arachide et 68 T de riz) et 44.000 houes et 13.000 machettes ont pu être achetées.

Les contrats de partenariat ont été signés entre les ONG et l'*Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture* (FAO) pour la mise œuvre de distributions de semences dans le cadre de leurs programmes de terrain. Le pré positionnement au niveau des ONG est en cours ce qui devrait permettre aux partenaires de pouvoir distribuer les semences à temps pour la campagne agricole.

Les partenaires de la FAO pour l'opération 2008 :

- CDR (Conseil Danois pour les Réfugiés) à Paoua
- ACF (Action Contre la Faim) à Markounda
- Solidarités à Kabo, Ouandago et à Kaga-Bandoro
- Triangle Génération Humanitaire à Birao, Ouadda et Sam Ouandja
- Mercy Corps à Bouar
- ADEM (ONG locale) à M'Brès et Bamingui
- APILOD (ONG locale) à Kaga-Bandoro.

Pour toutes informations, veuillez contacter: UN OCHA RCA |
Nancy Snauwaert snauwaert@un.org |+236 75 54 22 78
Gisèle Willybiro willybiro@un.org |+236 75 54 90 31